



HAL
open science

2008, L'année des réconciliations

Olivier Pliez

► **To cite this version:**

| Olivier Pliez. 2008, L'année des réconciliations. L'Encyclopédie de l'état du monde, 2009. <halshs-05181950>

HAL Id: halshs-05181950

<https://shs.hal.science/halshs-05181950v1>

Submitted on 17 Aug 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

L'année des réconciliations

Olivier Pliez. 2008, L'année des réconciliations. *L'Encyclopédie de l'état du monde*, 2009. [<halshs-05181950>](#)

La normalisation des relations extérieures de la Libye s'est concrétisée en 2008 par l'avancée notable de dossiers sensibles en négociation depuis les années 2000 avec, en arrière-plan, l'accès aux contrats de reconstruction d'un pays et aux ressources pétrolières selon la pratique usuelle de la diplomatie libyenne du « donnant-donnant ».

Le dédommagement des familles de victimes d'attentats (ceux de Lockerbie et Berlin mais aussi une dizaine d'autres agressions) dans lesquels des ressortissants libyens sont impliqués était une condition sine qua non de la normalisation des relations avec les États-Unis, initiées sous Clinton en 1998, officialisées depuis 2003. C'est chose faite depuis août 2008 avec le versement de 1,5 milliards d'US\$. En retour Condoleeza Rice, s'est rendue en Libye en septembre et un ambassadeur US, le premier depuis 1972, est nommé en novembre.

La Libye attendait de l'Italie une repentance officielle à propos des dommages infligés lors d'une domination coloniale (1911-1942) particulièrement brutale (20 000 tués et 100 000 déportés, côté libyen). C'est chose faite depuis le déplacement de Silvio Berlusconi, qui a proposé un dédommagement de 5 milliards d'US \$, levant ainsi un contentieux ancien et douloureux entre les deux États.

Les autorités italiennes attendent en retour le règlement du problème des arrivées de migrants par voie maritime à destination de la Sicile et des Îles de Lampedusa et Pantelleria. Il a atteint des niveaux records en 2008 (37000, contre 19000 en 2006) alors que le dédommagement promis par Rome tarde à être versé et que la Libye et l'Union Européenne s'appêtent à signer un accord-cadre qui intègre cette épineuse et récurrente question humanitaire mais aussi géopolitique.

L'aboutissement de ces négociations permet aux sociétés italiennes et étasuniennes de prendre part à la course aux contrats ont les représentants rejoignent les rangs déjà fournis des délégations commerciales britanniques, françaises, allemandes... Tous intéressés par les réserves gazières et pétrolières libyennes, les plus importantes du continent africain (43 milliards de barils) et de nombreux chantiers prévus afin de combler le retard pris par la Libye après des années d'embargo.

Une constitution pour l'État des masses libyennes ? Le projet est évoqué selon Seif el Islam, le fils de Mouammar Kadhafi et dauphin, et le discours du 1er septembre du Guide Libyen annonçant sa volonté de remettre à plat un système qui favorise la corruption.

La constitution ne signifie pas la démocratie dans une Libye encore stigmatisée pour ses nombreuses entorses aux Droits de l'Homme. La réussite étasunienne de la région aura démenti la doctrine du retour à la démocratie.